

-----

**ARRETE TEMPORAIRE DE PERMISSION DE VOIRIE  
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE  
POUR LE DEPOT TEMPORAIRE D'UNE BENNE**

**N°2022-21**

Le Maire de LA NEUVILLE AU PONT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2213 à L 2213-4 ;

Vu le code de la voirie routière

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82623 du 22 juillet 1982 modifiée par la loi du 7 janvier 1983 ;

Vu la demande en date du 27 septembre 2022, de Madame REBOUGY Annick – 663 Chemin du Val d'Aren – 83330 LE BEAUSSET, pour l'installation d'une benne à déchets au 13 rue du pavé- 51800 LA NEUVILLE AU PONT du 04 au 07 octobre 2022, par l'entreprise BRAZIER (51600 SUIPPES).

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux de nettoyage.

**ARRETE**

**Article 1 :** Madame REBOUGY Annick est autorisée à occuper le domaine public pour l'installation d'une benne à déchets au 13 rue du pavé- 51800 LA NEUVILLE AU PONT du 04 au 07 octobre 2022, par l'entreprise BRAZIER (51600 SUIPPES).

**Article 2 :** Le permissionnaire a la responsabilité de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et sera responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux de jour comme de nuit.

**Article 3 :** Le permissionnaire prendra toutes les précautions nécessaires afin de garantir la sécurité des usagers aux abords du chantier et notamment assurer la sécurité des piétons et sera seul responsable des accidents pouvant survenir du fait de l'occupation du domaine public notamment par défaut ou insuffisance de signalisation.

**Article 4 :** Pendant et à l'issue des travaux, le permissionnaire assurera, s'il y a lieu, le nettoyage du trottoir, caniveau et de la chaussée en enlevant tous les décombres, terres, dépôts de matériaux... et de réparer immédiatement tous les dommages éventuellement causés à la voie publique et à ses dépendances. En cas de manquement, ce nettoyage ou les éventuelles réparations seront effectués d'office par la commune aux frais de l'intéressée. Le recouvrement des dépenses sera effectué par titre de perception.

**Article 5 :** Cette autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devra alors, et sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.



**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**Article 7 :** Monsieur Le maire et Madame la Commandante de la brigade de gendarmerie de Sainte Menehould, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à LA NEUVILLE AU PONT, le 29 septembre 2022

Le Maire

Franck ZENTNER



Certifié exécutoire compte tenu de  
la notification effectuée le 30/09/2022  
Affichage du 30/09/2022